Caisse nationale de
solidarité pour l'autonomie

Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents de conseil départemental

Mesdames et Messieurs les Payeures et Payeurs départementaux

Le Directeur

Paris, le 28 octobre 2026

Dossier suivi par :
Dorine BIANCO
Contact : dorine.bianco@cnsa.fr (copie : saad@cnsa.fr)

Objet : Notification du financement prévisionnel au titre de l'année 2026 relatif au soutien à la mobilité et à l'organisation de temps de dialogue et de partage de bonnes pratiques, prévu par le décret n° 2025-817 du 13 août 2025 modifié par le décret n°2026-506 du 12 juin 2026

P.J. :
Annexe : Montants de l'acompte 2026 par département ou collectivité territoriale unique au titre fonds mobilité

Copies :

Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFIP
Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

I. Cadre réglementaire et objet du financement

L'article 20 de la loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie institue une aide financière annuelle versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie aux départements et aux collectivités territoriales uniques.

Cette aide, régie par le décret n° 2025-817 du 13 août 2025 modifié par le décret n°2026-506 du 12 juin 2026, vise à :

- Soutenir la mobilité, quel que soit le mode de transport (individuel ou collectif), des professionnels intervenant dans les services autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 313-1-3 du code de l'action sociale et des familles ;
- Favoriser l'organisation de temps de dialogue et de partage de bonnes pratiques entre les professionnels de l'aide à domicile.

Cette aide donne lieu à l'adoption, par chaque département ou collectivité territoriale unique :

1. D'un programme général prévisionnel de soutien à la mobilité des professionnels, incluant, pour au moins 50 % de son montant, un plan de soutien à l'acquisition ou à la location de véhicules d'entreprise à faibles ou très faibles émissions, mis à disposition des professionnels concernés.

2. D'un programme prévisionnel favorisant l'organisation de temps de dialogue et de partage de bonnes pratiques entre les professionnels, précisant également les dépenses prévues et leur objet.

Pour l'exercice 2026, le montant maximal du fonds mobilité s'élève à 75 millions d'euros. La déclinaison en montant plafond par département est fixée par le décret précité.

II. Conditions de versement

Pour le calcul de l'acompte 2026, les départements et collectivités territoriales uniques ont transmis une attestation de dépenses prévisionnelles à la CNSA avant le 31 juillet 2026. Sur cette base et conformément à l'article 3 du décret, la CNSA notifie aux départements, 80% du montant des dépenses prévisionnelles mentionnées dans les attestations, dans la limite des montants plafonds figurant en annexe du décret. En l'absence de transmission de cette attestation, l'aide n'est pas versée aux départements ou collectivités territoriales.

Pour son millésime 2026, le fonds couvre des dépenses départementales imputables exclusivement à l'exercice 2026.

La CNSA contrôlera la réalisation effective du fonds chaque année, sur la base d'une attestation transmise au plus tard le 30 juin de l'année suivante par les départements.

À titre exceptionnel, l'ensemble des dépenses départementales afférentes à l'aide 2025 pouvant être pris en compte jusqu'au 31 décembre 2026, l'attestation à remettre avant le 30 juin 2027 devra lister les dépenses réalisées au titre de l'aide 2025 et de l'aide 2026.

Le solde de l'aide perçue au titre de l'année 2026 sera établi, conformément aux articles 3 et 4 du décret, en fonction de la charge nette justifiée dans cette attestation de dépenses réalisées et dans la limite des montants plafonds figurant en annexe du décret. Il sera versé au plus tard le 30 septembre 2027.

III. Montant du versement

Pour l'exercice 2026, 85 départements ont transmis une attestation de dépenses prévisionnelles à la CNSA, aboutissant à un montant de concours prévisionnel de 61 746 681,80 €. **Le montant total de l'acompte versé aux départements s'élève à 80% de ce montant prévisionnel, soit 49 397 345,44 €.**

IV. Délais de recours

La présente notification peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Directeur de la CNSA dans un délai de deux mois à compter de sa date de réception.

En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

La direction du financement de l'offre est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.

La présente notification ainsi que le tableau des montants (Annexe n° 1) sont publiés sur le **site internet de la CNSA** (www.cnsa.fr) > « Budget et Financement » > « Notification des concours aux départements ». Document consultable en bas de page dans la rubrique « Documents à télécharger ».

Le directeur de la CNSA

Maëlig LE BAYON



Annexe

Montants de l'acompte, par département ou collectivité territoriale unique, au titre de 2026 de l'aide mentionnée au décret n° 2025-817 du 13 août modifié par le décret n°2026-506 du 12 juin 2026 relatif à l'aide financière de soutien à la mobilité et aux temps de dialogue et de partage de bonnes pratiques

Code	Département	Montant plafond prévu par le décret	Dépenses prévisionnelles[1]	Montant de l'acompte à verser (80% de la colonne précédente)
1	Ain	585 683 €	585 683,00 €	468 546,40 €
2	Aisne	1 130 338 €	1 130 338,00 €	904 270,40 €
3	Allier	653 117 €	653 117,00 €	522 493,60 €
4	Alpes de Hautes-Provence	242 842 €	242 842,00 €	194 273,60 €
5	Hautes-Alpes	241 068 €	241 068,00 €	192 854,40 €
6	Alpes-Maritimes	763 454 €	- €	- €
7	Ardèche	523 738 €	523 738,00 €	418 990,40 €
8	Ardennes	553 062 €	370 917,00 €	296 733,60 €
9	Ariège	257 244 €	- €	- €
10	Aube	458 895 €	458 895,00 €	367 116,00 €
11	Aude	910 472 €	906 170,00 €	724 936,00 €
12	Aveyron	700 462 €	700 462,00 €	560 369,60 €
13	Bouches-du-Rhône	1 475 795 €	1 475 795,00 €	1 180 636,00 €
14	Calvados	915 491 €	915 491,00 €	732 392,80 €
15	Cantal	415 987 €	415 987,00 €	332 789,60 €
16	Charente	539 232 €	539 232,00 €	431 385,60 €
17	Charente-Maritime	937 505 €	937 505,00 €	750 004,00 €
18	Cher	362 656 €	- €	- €
19	Corrèze	336 389 €	- €	- €
20	Collectivité de Corse	1 437 161 €	1 437 161,00 €	1 149 728,80 €
21	Côte-d'Or	544 222 €	544 222,00 €	435 377,60 €
22	Côtes d'Armor	863 580 €	863 580,00 €	690 864,00 €
23	Creuse	387 713 €	387 713,00 €	310 170,40 €
24	Dordogne	1 132 905 €	- €	- €
25	Doubs	594 550 €	594 550,00 €	475 640,00 €
26	Drôme	851 812 €	- €	- €
27	Eure	768 524 €	- €	- €
28	Eure-et-Loir	448 016 €	448 016,00 €	358 412,80 €
29	Finistère	1 025 314 €	1 025 314,00 €	820 251,20 €

[1] Dépenses prévisionnelles écrêtées lorsque celles-ci sont supérieures au montant plafond du décret

Code	Département	Montant plafond prévu par le décret	Dépenses prévisionnelles[1]	Montant de l'acompte à verser (80% de la colonne précédente)
30	Gard	778 876 €	- €	- €
31	Haute-Garonne	1 016 854 €	1 016 854,00 €	813 483,20 €
32	Gers	532 390 €	532 390,00 €	425 912,00 €
33	Gironde	2 128 552 €	2 128 552,00 €	1 702 841,60 €
34	Hérault	1 903 714 €	1 865 812,00 €	1 492 649,60 €
35	Ille-et-Vilaine	1 108 446 €	1 108 446,00 €	886 756,80 €
36	Indre	349 417 €	349 417,00 €	279 533,60 €
37	Indre-et-Loire	750 415 €	750 415,00 €	600 332,00 €
38	Isère	1 296 987 €	- €	- €
39	Jura	365 935 €	365 935,00 €	292 748,00 €
40	Landes	768 158 €	768 158,00 €	614 526,40 €
41	Loir-et-Cher	537 299 €	- €	- €
42	Loire	882 904 €	- €	- €
43	Haute-Loire	460 080 €	460 000,00 €	368 000,00 €
44	Loire-Atlantique	888 819 €	888 819,00 €	711 055,20 €
45	Loiret	645 353 €	645 353,00 €	516 282,40 €
46	Lot	698 904 €	698 904,00 €	559 123,20 €
47	Lot-et-Garonne	710 158 €	710 158,00 €	568 126,40 €
48	Lozère	185 807 €	185 807,00 €	148 645,60 €
49	Maine-et-Loire	554 157 €	554 157,00 €	443 325,60 €
50	Manche	894 263 €	894 263,00 €	715 410,40 €
51	Marne	478 061 €	478 061,00 €	382 448,80 €
52	Haute-Marne	291 427 €	291 427,00 €	233 141,60 €
53	Mayenne	282 446 €	282 446,00 €	225 956,80 €
54	Meurthe-et-Moselle	733 718 €	733 718,00 €	586 974,40 €
55	Meuse	324 195 €	324 195,00 €	259 356,00 €
56	Morbihan	1 017 673 €	1 017 673,00 €	814 138,40 €
57	Moselle	582 726 €	582 726,00 €	466 180,80 €
58	Nièvre	357 189 €	357 189,00 €	285 751,20 €
59	Nord	2 392 764 €	2 392 764,00 €	1 914 211,20 €
60	Oise	670 932 €	670 932,00 €	536 745,60 €
61	Orne	631 301 €	631 301,00 €	505 040,80 €
62	Pas-de-Calais	2 219 962 €	2 216 921,76 €	1 773 537,41 €
63	Puy-de-Dôme	480 387 €	480 387,00 €	384 309,60 €
64	Pyrénées-Atlantiques	999 907 €	999 907,00 €	799 925,60 €
65	Hautes-Pyrénées	597 448 €	593 580,83 €	474 864,66 €
66	Pyrénées-Orientales	608 126 €	608 126,00 €	486 500,80 €

Code	Département	Montant plafond prévu par le décret	Dépenses prévisionnelles[1]	Montant de l'acompte à verser (80% de la colonne précédente)
67&68	Communauté européenne d'Alsace	1 183 435 €	1 183 435,00 €	946 748,00 €
69D	Rhône	451 894 €	444 000,00 €	355 200,00 €
69M	Métropole de Lyon	539 545 €	539 545,00 €	431 636,00 €
70	Haute-Saône	379 836 €	353 680,00 €	282 944,00 €
71	Saône-et-Loire	959 109 €	959 109,00 €	767 287,20 €
72	Sarthe	669 207 €	400 200,00 €	320 160,00 €
73	Savoie	430 154 €	430 154,00 €	344 123,20 €
74	Haute-Savoie	527 775 €	333 668,00 €	266 934,40 €
75	Paris	531 000 €	- €	- €
76	Seine-Maritime	1 836 021 €	1 836 021,00 €	1 468 816,80 €
77	Seine-et-Marne	754 038 €	753 800,00 €	603 040,00 €
78	Yvelines	424 887 €	424 887,00 €	339 909,60 €
79	Deux-Sèvres	505 079 €	505 079,00 €	404 063,20 €
80	Somme	890 641 €	- €	- €
81	Tarn	596 721 €	596 721,00 €	477 376,80 €
82	Tarn-et-Garonne	520 713 €	520 713,00 €	416 570,40 €
83	Var	1 498 039 €	500 000,00 €	400 000,00 €
84	Vaucluse	585 956 €	585 956,00 €	468 764,80 €
85	Vendée	851 013 €	851 013,00 €	680 810,40 €
86	Vienne	616 564 €	616 564,00 €	493 251,20 €
87	Haute-Vienne	486 430 €	486 430,00 €	389 144,00 €
88	Vosges	391 511 €	- €	- €
89	Yonne	491 897 €	491 897,00 €	393 517,60 €
90	Territoire-de-Belfort	190 411 €	190 411,00 €	152 328,80 €
91	Essonne	378 245 €	378 244,95 €	302 595,96 €
92	Hauts-de-Seine	181 241 €	181 241,00 €	144 992,80 €
93	Seine-Saint-Denis	498 907 €	498 907,00 €	399 125,60 €
94	Val-de-Marne	358 832 €	147 176,76 €	117 741,41 €
95	Val-d'Oise	332 302 €	332 032,00 €	265 625,60 €
971	Guadeloupe	1 168 729 €	1 168 729,00 €	934 983,20 €
972	Martinique	1 528 672 €	- €	- €
973	Guyane	141 713 €	141 713,00 €	113 370,40 €
974	Réunion	3 117 192 €	3 113 694,00 €	2 490 955,20 €
976	Mayotte	799 314 €	799 070,50 €	639 256,40 €
Total		**75 000 000 €**	**61 746 681,80 €**	**49 397 345,44 €**